

VERTALING

DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N 90 — 344

20 DECEMBER 1989. — Besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap tot uitvoering voor het schooljaar 1988-1989 van het artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 houdende bepaling van de werkingsmiddelen voor het rijksonderwijs en van de werkingsstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs

De Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 houdende bepaling van de werkingsmiddelen voor het rijksonderwijs en van de werkingsstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 3 december 1986 houdende regeling van de ondertekening van de besluiten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 30 augustus 1989 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Gemeenschapsministers;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is dit besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap af te kondigen opdat de uitrustingsstoelagen kunnen worden toegekend;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie der Financiën;

Gelet op het akkoord van de Gemeenschapsminister bevoegd inzake begroting, gegeven op 20 december 1989;

Op voordracht van de Gemeenschapsminister van Onderwijs, Vorming, Culturele Animatie en Media,

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap op 20 december 1989,

Besluit :

Artikel 1. Bij toepassing van artikel 34 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden in de gesubsidieerd onderwijs voor het schooljaar 1988-1989 65 F per regelmatige leerling van het basis-, secundair, buitengewoon en hoger onderwijs toegekend om uitrustingsuitgaven te financieren.

Art. 2. De Gemeenschapsminister van Onderwijs, Vorming, Culturele Animatie en Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 20 december 1989.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :
De Voorzitter van de Executieve,

J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs, Vorming, Culturele Animatie en Media,

B. FAGNOUL

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 345

7 DECEMBRE 1989. — Décret modifiant pour la Société régionale d'Investissement de Wallonie la loi du 2 avril 1962 constituant une société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit .

Article unique. Il est inséré dans la loi du 2 avril 1962, constituant une société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, un chapitre V, intitulé « Dispositions propres à la Région wallonne » comprenant les articles 20 à 41 et rédigé comme suit :

« Article 20. L'article 4 de la loi du 2 avril 1962, constituant une société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, cesse d'être applicable à la Région wallonne, sauf en ce qu'il accorde à la Société régionale d'Investissement de Wallonie le bénéfice de l'article 2, § 5, alinéa 2, de cette loi.

(1) Session 1989-1990 :

Documents du Conseil, 111 (1989-1990), nos 1 à 5.

Compte-rendu intégral, séance publique du 29 novembre 1989.

Discussion. — Adoption.

Artikel 21. L'Exécutif régional wallon, sur proposition ou avis de la Société régionale d'investissement de Wallonie ci-après désignée par le sigle S.R.I.W., ou cette dernière, après accord de l'Exécutif régional wallon, peuvent créer des filiales spécialisées.

La S.R.I.W. et ses filiales spécialisées ont pour missions :

1° de favoriser, dans l'intérêt de l'économie régionale et compte tenu de la politique économique de la Région, la création, la réorganisation ou l'extension d'entreprises privées ayant la forme de sociétés de capitaux, de sociétés privées à responsabilité limitée ou de sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la Coopération;

2° de promouvoir l'initiative économique publique; elles peuvent à cette fin procéder ou participer à la création d'entreprises sous la forme de sociétés commerciales ou de sociétés à forme commerciale, prendre des participations et intérêts dans de telles entreprises et participer à leur gestion;

3° d'accomplir les missions qui lui sont confiées par un décret ou par un arrêté de l'Exécutif en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique industrielle de la Région wallonne.

Article 22. La S.R.I.W. et ses filiales spécialisées sont des sociétés d'intérêt public constituées dans la forme des sociétés anonymes. Pour tout ce qui n'est pas réglé par ou en vertu de la loi telle qu'elle est modifiée par le présent décret et par les statuts, les prescriptions relatives aux sociétés commerciales sont applicables à la S.R.I.W. et à ses filiales spécialisées dont les actes sont réputés commerciaux. Les parts de la S.R.I.W. et celles de ses filiales spécialisées sont nominatives.

Article 23. Les statuts de la S.R.I.W., ceux de ses filiales spécialisées ainsi que toute modification à ces statuts sont soumis à l'approbation de l'Exécutif régional wallon.

Article 24. Le capital de la S.R.I.W. est souscrit et libéré par la Région wallonne. Les institutions financières d'intérêt public habilitées par l'Exécutif régional wallon peuvent prendre des participations dans le capital de la S.R.I.W., le cas échéant par dérogation à leurs lois organiques ou à leurs statuts.

La Région wallonne et les institutions financières d'intérêt public visées à l'alinéa 1er peuvent seules être actionnaires de la S.R.I.W.

Article 25. § 1er. Pour accomplir les missions décrites à l'article 21, la S.R.I.W. et ses filiales spécialisées peuvent notamment :

1° faire partie de toute association, groupe ou syndicat, ou y prendre des intérêts;

2° acquérir une participation dans le capital d'une société par voie d'apport, de fusion, de cession, par souscription de parts lors d'une augmentation de capital ou par tous les autres moyens;

3° souscrire des emprunts obligataires;

4° prendre toutes garanties et sûretés et notamment le gage sur fonds de commerce;

5° d'une manière générale, faire toute opération se rapportant directement ou indirectement à leurs missions ou de nature à en favoriser la réalisation.

§ 2. La S.R.I.W. et ses filiales spécialisées participent à la gestion des entreprises à la création desquelles elles ont procédé ou dans lesquelles elles ont des intérêts en vertu de l'article 21, 2° et 3°.

§ 3. Pour les opérations et interventions décidées en vertu de l'article 21, 1°, le principe de la gestion active et de la représentation sera appliqué conformément aux conventions que les parties concernées concluront à cet égard.

§ 4. La S.R.I.W. et ses filiales spécialisées peuvent recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de leurs objets.

Article 26. La réalisation des missions visées à l'article 21, 1° ou 2°, fait l'objet de décisions des Conseils d'administration de la S.R.I.W. ou de ses filiales spécialisées. Ces décisions mentionnent si la mission relève de l'article 21, 1°, ou de l'article 21, 2°.

Article 27. Lorsqu'il s'agit de missions prévues à l'article 21, 3°, le conseil d'administration est uniquement chargé d'exécuter les missions confiées à la S.R.I.W. par décret du Conseil régional ou par arrêté de l'Exécutif.

La S.R.I.W. peut, après avoir informé l'Exécutif de sa décision et des motifs de celle-ci, déléguer à une de ses filiales spécialisées l'exécution d'une mission à elle confiée en vertu de l'alinéa 1er. Elle peut aussi, aux mêmes conditions, reprendre les missions qu'elle aurait confiées à une filiale spécialisée.

La Région wallonne procure à la S.R.I.W. et à ses filiales spécialisées les ressources financières nécessaires à l'accomplissement des missions visées à l'article 21, 3°, et à la couverture des charges qui en découlent. Les opérations exécutées par la S.R.I.W. et ses filiales spécialisées dans le cadre de ces missions sont présentées de façon distincte dans leurs comptes.

Article 28. Dans tous les cas d'intervention de la S.R.I.W. et de ses filiales spécialisées, un double objectif sera notamment poursuivi :

1° l'intérêt de l'économie régionale wallonne par l'application de la politique de la Région;

2° l'application des règles de bonne gestion industrielle, financière et commerciale ainsi que l'obtention d'une rentabilité normale.

Article 29. Le contrôle de la S.R.I.W. et des ses filiales spécialisées s'effectue comme suit :

1° en ce qui concerne leurs comptes, par un ou plusieurs commissaires choisis au sein de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises, et conformément aux dispositions légales applicables aux sociétés anonymes;

2° en ce qui concerne l'exécution des missions déléguées en vertu de l'article 21, 3°, par des personnes que l'Exécutif désigne et qu'il peut révoquer.

Article 30. La S.R.I.W. et ses filiales spécialisées peuvent contracter des emprunts.

Elles peuvent aussi émettre dans le public des emprunts obligataires non convertibles. Les émissions dans le public sont subordonnées à l'autorisation de l'Exécutif régional wallon qui en approuve les conditions et peut y accorder la garantie de la Région aux conditions qu'il détermine.

Les décaissements que la Région serait obligée de faire en vertu de sa garantie lui seront remboursés en principal, majorés des intérêts au même taux que celui des emprunts garantis.

Les remboursements dus par la S.R.I.W. ou ses filiales spécialisées seront faits par voie de prélèvements sur le bénéfice de l'exercice suivant et, s'il échet, des exercices ultérieurs.

Article 31. Toute société anonyme peut acquérir de l'accord de la société venderesse ses propres actions ou parts bénéficiaires qui sont en possession de la S.R.I.W. d'une filiale spécialisée de celle-ci ou d'une société dans laquelle la S.R.I.W. ou une filiale spécialisée détient une participation représentant au moins 50 % du capital aux conditions suivantes :

a) l'assemblée générale, statuant conformément aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, accorde l'autorisation, fixe les modalités et les conditions des acquisitions ou délègue la fixation de ces modalités et les conditions des acquisitions ou délègue la fixation de ces modalités et conditions au conseil d'administration, étant entendu que la société venderesse ne peut exercer son droit de vote sur cette acquisition;

b) les sommes affectées à l'acquisition sont susceptibles d'être distribuées aux actionnaires;

c) l'opération ne porte que sur des actions entièrement libérées;

d) les actions ou parts bénéficiaires sont en possession de la société venderesse pour les avoir souscrites à l'occasion de leur émission;

e) la valeur nominale ou, à défaut, la valeur des fractions des actions acquises, y compris les actions acquises antérieurement que la société détient dans son portefeuille, et les actions acquises par une personne en son nom propre mais pour le compte de la société, ne peut excéder 10 % du capital investi.

Par dérogation à l'article 52bis, § 2 et § 3, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les actions ou parts bénéficiaires acquises en application de l'alinéa 1er sont nulles de plein droit. Le conseil d'administration détruit les titres nuls en vertu de la présente disposition et en dépose la liste au greffe du tribunal de commerce.

Article 32. La S.R.I.W. et chacune de ses filiales spécialisées peuvent constituer seules une société anonyme et souscrire en qualité de fondateur la totalité des actions de cette société. Par dérogation à l'article 104bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, elles peuvent, de même, dans les mêmes cas, par voie de souscription ou d'acquisition détenir la totalité des actions d'une société anonyme existante pendant un délai supérieur à un an sans être réputées cautions solidaires de toutes les obligations de la société nées après la réunion de toutes les actions entre leurs mains.

La S.R.I.W. ou ses filiales spécialisées qui sont les seuls actionnaires des sociétés visées à l'alinéa précédent gardent le bénéfice de la séparation des patrimoines.

Aussi longtemps que la S.R.I.W. ou ses filiales spécialisées en sont le seul actionnaires :

a) les parts de la société sont nominatives;

b) le conseil d'administration de la S.R.I.W. ou de la filiale spécialisée concernée exercera les attributions de l'assemblée générale de la société; les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux quorums de présence et de vote des assemblées s'appliqueront aux délibérations du conseil en ces matières;

c) les convocations, documents et rapport, qui en vertu des dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont destinés aux actionnaires en vue des délibérations d'assemblée générale, seront, dans le délai fixé par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales pour leur envoi, leur communication ou leur dépôt, transmis simultanément à l'Exécutif régional wallon et au Conseil d'administration. Ces convocations, documents et rapports seront déposés au greffe du tribunal de commerce du siège de la société où ils pourront être consultés par tout intéressé. Les résolutions du conseil d'administration en vertu du point b) du présent paragraphe feront l'objet des mêmes transmissions et dépôts.

Article 33. Sans préjudice d'autres modes de collaboration, les statuts des sociétés, dont la S.R.I.W. détient par application de l'article 21, 2^o, 50 % au moins du capital ou du fonds social, fixeront les modalités d'association des travailleurs à la détermination des objectifs de ces sociétés et à la surveillance de la réalisation de ces objectifs, les modes d'information que cette association implique et les régimes des fonctions des personnes qui y participent.

Article 34. L'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n'est pas applicable :

1^o aux droits de vote attachés aux actions représentatives du capital détenu par la S.R.I.W. ou ses filiales spécialisées en vertu de l'article 21, 2^o ou 3^o, du présent décret;

2^o aux droits de vote attachés aux actions représentatives du capital de la S.R.I.W. ou ses filiales spécialisées.

Article 35. Durant toute la période pendant laquelle elles détiennent par application de l'article 21, 1^o, une participation dans une société, la S.R.I.W. ou ses filiales spécialisées peuvent exiger tous renseignements de cette société. Elles peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux, et généralement de toutes les écritures de cette société.

Article 36. Sans préjudice des obligations qui leur sont imposées par la loi ou par décret et hors les cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, le président, les vice-présidents, les administrateurs, les commissaires et le personnel de la S.R.I.W. ou de ses filiales spécialisées ne peuvent se livrer à aucune divulgation des renseignements ou des faits dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

Article 37. § 1er. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 francs à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement ceux qui contreviennent aux dispositions de l'article 35, ceux qui refusent de donner les renseignements qu'ils sont tenus de fournir en vertu de cet article, ceux qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets ou ceux qui ne respectent pas les engagements contractés à l'égard de la S.R.I.W. ou des ses filiales spécialisées.

§ 2. Toute infraction à l'article 36 du présent décret est punie d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 100 francs à 500 francs.

Article 38. L'Administration de l'enregistrement et des domaines a qualité pour conférer l'authenticité à tous actes relatifs à l'organisation ainsi qu'à l'administration interne de la S.R.I.W. ou de ses filiales spécialisées.

Article 39. Ne peuvent remplir les fonctions d'administrateur de la S.R.I.W. ou de ses filiales spécialisées que les personnes qui n'exercent pas une fonction rendue incompatible par un arrêté de l'Exécutif régional wallon.

L'Exécutif fixe en outre les conditions de l'exercice de la fonction d'administrateur de la S.R.I.W. ou de ses filiales spécialisées.

Article 40. La dissolution de la S.R.I.W. et de ses filiales créées ou organisées par décret ne peut être prononcée qu'en vertu d'un décret qui règlera le mode et les conditions de la liquidation.

Article 41. Chaque année, la S.R.I.W. remet à l'Exécutif régional wallon un rapport sur les opérations réalisées par elle-même et chacune de ses filiales spécialisées dans le cadre des trois missions visées à l'article 21.

Nonobstant toute disposition contraire du présent décret, l'Exécutif régional wallon peut en outre l'interroger à tout moment sur ces missions.

Chaque année, l'Exécutif régional wallon transmet au Conseil régional wallon un rapport sur l'application du présent chapitre. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 décembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 345

7. DEZEMBER 1989. — Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und Regionaler Investitionsgesellschaften, was die Regionale Investitionsgesellschaft für Wallonien betrifft (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Einziger Artikel. In das Gesetz vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und Regionaler Investitionsgesellschaften wird ein Kapitel V mit der Überschrift « Bestimmungen, die der Wallonischen Region eigen sind » eingefügt, das die Artikel 20 bis 41 umfaßt und wie folgt lautet :

« Artikel 20. Artikel 4 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und Regionaler Investitionsgesellschaften findet nicht mehr Anwendung auf die Wallonische Region, außer wenn er der Regionalen Investitionsgesellschaft für Wallonien den Vorteil von Artikel 2, § 5, Absatz 2, dieses Gesetzes zukommen läßt.

Artikel 21. Es können spezialisierte Tochtergesellschaften gegründet werden, und zwar von der Wallonischen Regionalexekutive auf Vorschlag bzw. nach Gutachten der Regionalen Investitionsgesellschaft für Wallonien, nachstehend mit der Abkürzung « R.I.G.W. » bezeichnet, oder von dieser Gesellschaft mit der Zustimmung der Wallonischen Regionalexekutive.

Die R.I.G.W. und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften sind beauftragt :

1° im Interesse der regionalen Wirtschaft und unter Berücksichtigung der Wirtschaftspolitik der Region die Schaffung, die Umgestaltung oder die Erweiterung von privaten Betrieben zu unterstützen, die die Rechtsform von Kapitalgesellschaften, von Privatgesellschaften mit beschränkter Haftung oder von Genossenschaften haben, die vom Nationalen Rat des Genossenschaftswesens anerkannt sind;

2° die öffentliche wirtschaftliche Initiative zu fördern; zu diesem Zweck können sie die Schaffung von Betrieben in der Form von Handelsgesellschaften oder Gesellschaften mit Handelsform vornehmen oder daran teilnehmen, Beteiligungen und Anteile in solchen Betrieben übernehmen und an deren Geschäftsführung teilnehmen;

3° die Aufträge zu erfüllen, die ihnen durch ein Dekret oder durch einen Erlaß der Exekutive anvertraut werden, um zur Durchführung der Industriepolitik der Wallonischen Region beizutragen.

Artikel 22. Die R.I.G.W. und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften sind gemeinnützige Gesellschaften, die in der Rechtsform einer Aktiengesellschaft errichtet worden sind. Für alles, was nicht durch bzw. aufgrund des Gesetzes, so wie es durch vorliegendes Dekret abgeändert wird, oder durch die Statuten geregelt ist, finden die Vorschriften über die Handelsgesellschaften Anwendung auf die R.I.G.W. und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften, deren Handlungen als Handelsgeschäfte anzusehen sind. Die Anteile der R.I.G.W. und diejenigen ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften lauten auf den Namen.

(1) *Sitzungsperiode 1989-1990 :*

Ratsdokumente 111 (1989-1990), Nrn. 1 bis 5.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 29. November 1989.

Diskussion - Abstimmung.

Artikel 23. Die Statuten der R.I.G.W., diejenigen ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften sowie jede Abänderung dieser Statuten unterliegen der Genehmigung der Wallonischen Regionalexekutive.

Artikel 24. Das Kapital der R.I.G.W. wird von der Wallonischen Region gezeichnet und eingezahlt. Die von der Wallonischen Regionalexekutive ermächtigten gemeinnützigen Finanzinstitute können sich gegebenenfalls in Abweichung von ihren Grundlagengesetzen oder von ihrer Statuten am Kapital der R.I.G.W. beteiligen.

Nur die Wallonische Region und die in Absatz 1 erwähnten gemeinnützigen Finanzinstitute dürfen Aktionäre der R.I.G.W. sein.

Artikel 25. § 1. Zur Erfüllung der in Artikel 21 beschriebenen Aufträge können die R.I.G.W. und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften insbesondere :

- 1° jeglicher Vereinigung, Gruppe oder Gewerkschaft, angehören oder Anteile bei ihnen erwerben;
- 2° eine Beteiligung am Kapital einer Gesellschaft erwerben durch Einlage, Fusion, Übergabe, durch Zeichnung von Anteilen bei einer Kapitalerhöhung oder durch alle andere Mittel;
- 3° Obligationsanleihen zeichnen;
- 4° sämtliche Sicherheiten und Bürgschaften fordern und insbesondere das Geschäftsvermögen als Pfand verlangen;

5° im großen und ganzen jedes Geschäft tätigen, das direkt oder indirekt ihre Aufträge betrifft oder deren Erfüllung fördern kann.

§ 2. Die R.I.G.W. und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften nehmen an der Geschäftsführung der Betriebe teil, die sie gegründet haben oder bei denen sie aufgrund von Artikel 21, Nrn. 2 und 3, Anteile haben.

§ 3. Für die aufgrund von Artikel 21, Nr. 1, beschlossenen Geschäfte und Beteiligungen wird das Prinzip der aktiven Geschäftsführung und der Repräsentation gemäß den Vereinbarungen, die die Beteiligten in dieser Hinsicht getroffen haben, angewandt.

§ 4. Die R.I.G.W. und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften können die Dienste von Drittpersonen in Anspruch nehmen und sie mit jeder Aufgabe betrauen, die zur Erreichung ihrer Ziele nützlich ist.

Artikel 26. Die Erfüllung der in Artikel 21, Nr. 1 oder Nr. 2 erwähnten Aufträge bildet den Gegenstand von Beschlüssen der Verwaltungsräte der R.I.G.W. oder deren spezialisierter Tochtergesellschaften. Diese Beschlüsse geben an, ob der Auftrag in den Bereich von Artikel 21, Nr. 1 oder von Artikel 21, Nr. 2 fällt.

Artikel 27. Wenn es um Aufträge geht, die in Artikel 21, Nr. 3, vorgesehen sind, ist der Verwaltungsrat nur mit der Ausführung der Aufträge beauftragt, die der R.I.G.W. durch ein Dekret des Regionalrates oder einen Erlaß der Exekutive anvertraut worden sind.

Die R.I.G.W. kann einer ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften die Ausführung eines Auftrags, der ihr aufgrund des vorangehenden Absatzes anvertraut worden ist, übertragen nachdem sie die Exekutive über ihren Beschluß und dessen Gründe unterrichtet hat. Unter den gleichen Bedingungen kann sie auch die Aufträge zurücknehmen, die sie einer spezialisierten Tochtergesellschaft anvertraut hat.

Die Wallonische Region verschafft der R.I.G.W. und deren spezialisierten Tochtergesellschaften die finanziellen Mittel, die zur Erfüllung der in Artikel 21, Nr. 3, erwähnten Aufträge und zur Deckung der sich daraus ergebenden Kosten erforderlich sind. Die Geschäfte, die die R.I.G.W. und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften im Rahmen dieser Aufträge tätigen, werden in ihren Rechnungen getrennt aufgeführt.

Artikel 28. Bei jeder Beteiligung der R.I.G.W. und deren spezialisierter Tochtergesellschaften wird insbesondere ein doppeltes Ziel verfolgt :

- 1° das Interesse der wallonischen regionalen Wirtschaft durch die Anwendung der Wirtschaftspolitik der Region;
- 2° die Anwendung der Regeln einer ordentlichen industriellen, finanziellen und kaufmännischen Betriebsführung sowie die Erlangung einer normalen Rentabilität.

Artikel 29. Die Kontrolle der R.I.G.W. und deren spezialisierter Tochtergesellschaften erfolgt wie folgt :

1° was ihre Rechnungen betrifft, durch einen oder mehrere Kommissare, die innerhalb des Instituts der Betriebsrevisoren gewählt werden, und gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, die für die Aktiengesellschaften gelten;

2° was die Ausführung der aufgrund von Artikel 2, Nr. 3, übertragenen Aufträge betrifft, durch die Personen, die die Exekutive benennt und die sie absetzen kann.

Artikel 30. Die R.I.G.W. und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften können Anleihen aufnehmen.

Sie können auch inkonvertible Obligationsanleihen in der Öffentlichkeit ausgeben. Eine solche Ausgabe unterliegt der Zustimmung der Wallonischen Regionalexekutive, die die Bedingungen dieser Ausgabe genehmigt und unter den von ihr bestimmten Bedingungen die Garantie der Region für die Anleihen gewährt.

Die Auszahlungen, die die Region aufgrund ihrer Garantieleistung tätigen müßte, werden ihr als Hauptbetrag zurückerstattet, erhöht um die Zinsen zum gleichen Zinsfuß wie demjenigen der garantierten Anleihen.

Die Rückzahlungen der von der R.I.G.W. und ihren spezialisierten Tochtergesellschaften geschuldeten Beträge erfolgen durch Abzüge vom Gewinn des folgenden Geschäftsjahres und gegebenenfalls vom Gewinn der darauffolgenden Geschäftsjahre.

Artikel 31. Mit der Zustimmung der verkaufenden Gesellschaft kann jede Aktiengesellschaft eigene Aktien oder Gewinnanteile, die im Besitz der R.I.G.W., einer ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften oder einer Gesellschaft sind, bei der die R.I.G.W. oder eine spezialisierte Tochtergesellschaft eine mindestens 50 % des Kapitals entsprechende Beteiligung besitzt, unter folgenden Bedingungen erwerben :

a) die Hauptversammlung, die gemäß den koordinierten Gesetzen über die Handelsgesellschaften Entscheidungen trifft, muß den Erwerb genehmigen, seine Modalitäten und Bedingungen bestimmen bzw. dem Verwaltungsrat die Bestimmung dieser Modalitäten und Bedingungen übertragen, wobei die verkaufende Gesellschaft in bezug auf diesen Erwerb nicht stimmberechtigt ist;

b) die Beträge, die für den Erwerb verwendet werden, müßten den Aktionären ausgezahlt werden können;

c) das Geschäft darf nur voll eingezahlte Aktien betreffen;

d) die Aktien oder Gewinnanteile müssen im Besitz der verkaufenden Gesellschaft sein, weil diese sie anlässlich ihrer Ausgabe gezeichnet hat;

e) der Nennwert oder, in Ermangelung dessen, der Wert der Teile der erworbenen Aktien, einschließlich der vorher erworbenen Aktien, die die Gesellschaft in ihrem Bestand hat, und die Aktien, die eine Person im eigenen Namen jedoch für Rechnung der Gesellschaft erworben hat, dürfen nicht mehr als 10 % des investierten Kapitals betragen.

In Abweichung von Artikel 52bis, § 2 und § 3, der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften werden die Aktien oder Gewinnanteile von Rechts wegen ungültig. Der Verwaltungsrat vernichtet die ungültigen Wertpapiere aufgrund der vorliegenden Bestimmung und hinterlegt ihre Liste bei der Kanzlei des Handelsgerichts.

Artikel 32. Die R.I.G.W. und jede ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften können eine Aktiengesellschaft alleine gründen und als Gründer die Gesamtheit der Aktien dieser Gesellschaft zeichnen. In Abweichung von Artikel 104bis der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften können sie ebenso in den gleichen Fällen durch Zeichnung oder Erwerb die Gesamtheit der Aktien einer bestehenden Aktiengesellschaft während einer Frist von mehr als einem Jahr besitzen, ohne als Solidarbürge für alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die nach Vereinigung aller in ihrem Besitz befindlichen Aktien entstanden sind, zu gelten.

Die R.I.G.W. oder ihre spezialisierten Tochtergesellschaften, die die einzigen Aktionäre der im vorangehenden Absatz erwähnten Gesellschaften sind, genießen weiterhin das Vorrecht der Absonderung der Vermögensmasse des Nachlasses vom persönlichen Vermögen des Erben.

Solange der R.I.G.W. oder ihre spezialisierten Tochtergesellschaften die einzigen Aktionäre sind :

- a) lauten die Anteile der Gesellschaft auf den Namen;
- b) nimmt der Verwaltungsrat der R.I.G.W. bzw. der betreffenden spezialisierten Tochtergesellschaft die Aufgaben der Hauptversammlung der Gesellschaft wahr; die Bestimmungen der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften bezüglich der erforderlichen Zahl anwesender Mitglieder und abgegebener Stimmen bei der Hauptversammlung gelten für die einschlägigen Beschlüsse des Rates;
- c) werden die Einberufungen, Dokumente und Berichte, die aufgrund der Bestimmungen der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften im Hinblick auf die Beratungen der Hauptversammlung für die Aktionäre bestimmt sind, innerhalb der Frist, die durch die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften für ihre Versendung, ihre Übermittlung bzw. ihre Hinterlegung festgesetzt worden ist, gleichzeitig der Wallonischen Regionalexekutive und dem Verwaltungsrat übermittelt. Diese Einberufungen, Dokumente und Berichte werden bei der Kanzlei des Handelsgerichts hinterlegt, wo die Betreffenden sie einsehen können. Die Beschlüsse, die der Verwaltungsrat aufgrund von Litera b des vorliegenden Paragraphen faßt, werden auf die gleiche Weise übermittelt und hinterlegt.

Artikel 33. Unbeschadet der anderen Formen von Zusammenarbeit bestimmen die Statuten der Gesellschaften, bei denen die R.I.G.W. in Anwendung von Artikel 21, Nr. 2, mit mindestens 50 % am Kapital oder Gesellschaftsvermögen beteiligt ist, die Modalitäten der Mitbestimmung der Arbeitnehmer bei der Festlegung der Ziele dieser Gesellschaften und bei der Überwachung der Erreichung dieser Ziele, den Modus der Information, die eine solche Mitbestimmung impliziert, und die Stellung der daran teilnehmenden Personen.

Artikel 34. Artikel 70 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften findet keine Anwendung :
 1° auf das Stimmrecht, das mit den Kapitalanteilen verbunden ist, welche aufgrund von Artikel 21, Nrn. 2 oder 3, des vorliegenden Dekrets im Besitz der R.I.G.W. oder ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften sind;
 2° auf das Stimmrecht, das mit den Aktien verbunden ist, die das Kapital der R.I.G.W. oder ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften darstellen.

Artikel 35. Die R.I.G.W. oder ihre spezialisierten Tochtergesellschaften können während des gesamten Zeitraums, in dem sie in Anwendung von Artikel 21, Nr. 1, Anteile bei einer Gesellschaft besitzen, alle Auskünfte von dieser verlangen. Sie können an Ort und Stelle Einsicht in die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im allgemeinen in die Schriftstücke dieser Gesellschaft nehmen.

Artikel 36. Der Vorsitzende, die stellvertretenden Vorsitzenden, die Verwaltungsratsmitglieder, die Kommissare und das Personal der R.I.G.W. oder ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften dürfen unbeschadet der Verpflichtungen, die ihnen durch das Gesetz oder durch ein Dekret auferlegt werden, und außer in den Fällen, wo sie vor Gericht als Zeuge aussagen müssen, keine Auskünfte bzw. Begebenheiten, von denen sie aufgrund ihres Amtes erfahren haben, verbreiten.

Artikel 37. § 1. Wer gegen die Bestimmungen von Artikel 35 verstößt, wer sich weigert, die aufgrund dieses Artikels zu erteilenden Auskünfte zu geben, wer wesentlich falsche und unvollständige Auskünfte erteilt oder wer die gegenüber der R.I.G.W. oder ihrer spezialisierten Gesellschaften eingegangenen Verpflichtungen nicht nachkommt, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis einem Jahr und mit einer Geldstrafe von 50 Franken bis 1 000 Franken oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

§ 2. Jeder Verstoß gegen Artikel 36 des vorliegenden Dekrets wird mit einer Gefängnisstrafe von 8 Tagen bis 6 Monaten und mit einer Geldstrafe von 100 Franken bis 500 Franken geahndet.

Artikel 38. Die Verwaltung der Registrierung und der Domänen ist befugt, sämtliche Urkunden über die Organisation und die Interne Verwaltung der R.I.G.W. oder deren spezialisierten Tochtergesellschaften zu beglaubigen.

Artikel 39. Nur die Personen, die kein Amt ausüben, das durch einen Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive für unvereinbar erklärt worden ist, dürfen das Amt eines Mitgliedes des Verwaltungsrates der R.I.G.W. oder deren spezialisierten Tochtergesellschaften ausüben.

Die Exekutive legt ferner fest, unter welchen Bedingungen das Amt eines Mitgliedes des Verwaltungsrates der R.I.G.W. oder deren spezialisierten Tochtergesellschaften ausgeübt werden darf.

Artikel 40. Die Auflösung der R.I.G.W. und ihrer durch Dekret gegründeten oder organisierten spezialisierten Tochtergesellschaften darf nur aufgrund eines Dekrets ausgesprochen werden, das den Modus und die Bedingungen der Aufhebung regelt.

Artikel 41. Jedes Jahr übermittelt die R.I.G.W. der Wallonischen Regionalexekutive einen Bericht über die Geschäfte, die sie selbst und jede ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften im Rahmen der drei Aufträge, die in Artikel 21 erwähnt sind, getätigt haben.

Ungeachtet jeglicher gegenteiligen Bestimmung des vorliegenden Dekrets kann die Exekutive sie jederzeit über diese Aufträge befragen.

Die Wallonische Regionalexekutive übermittelt dem Wallonischen Regionalrat jedes Jahr einen Bericht über die Anwendung des vorliegenden Kapitels. »

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, am 7. Dezember 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten
und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,
der Industriezonen und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 345

29 NOVEMBER 1989. — Decreet houdende wijziging, voor de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië, van de wet van 1 april 1962 tot oprichting van een nationale investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. In de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een nationale investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen wordt er een hoofdstuk V, betiteld « Bepalingen eigen aan het Waalse Gewest », gevoegd bestaande uit de artikelen 20 tot 41 en opgesteld als volgt :

« Artikel 20. Artikel 4 van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een nationale investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen is niet meer van toepassing op het Waalse Gewest, behalve dat het aan de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië het voordeel van artikel 2, § 5, 2e lid, van deze wet toekent.

Artikel 21. De Waalse Gewestexecutieve, op voorstel of advies van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië, hierna aangeduid door de afkorting G.I.W., of deze laatste, na instemming van de Waalse Gewestexecutieve, mogen gespecialiseerde dochtervennootschappen oprichten.

De G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen hebben als opdrachten :

1° in het belang van de regionale economie, en rekening houdend met de economische politiek van het Gewest, de oprichting, de reorganisatie of de uitbreiding te bevorderen van privé-bedrijven die de vorm hebben van een kapitaalvennootschap, van een besloten vennootschap, erkend door de Nationale Raad voor de Coöperatie;

2° het economisch overheidsinitiatief te bevorderen; daartoe kunnen zij overgaan tot of deelnemen aan de oprichting van ondernemingen onder de vorm van handelsvennootschappen of vennootschappen met handelsvorm, participaties verwerven en belangen nemen in dergelijke ondernemingen en deelnemen in het beheer ervan;

3° de door een decreet of een besluit van de Executieve haar toegekende opdrachten uit te voeren met als doel bij te dragen tot de tenuitvoerlegging van de industriële politiek van het Waalse Gewest.

Artikel 22. De G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen zijn maatschappijen van openbaar nut opgericht onder de vorm van naamloze vennootschappen. Voor al wat niet geregeld is door of krachtens de wet zoals gewijzigd door dit decreet en door de statuten, zijn de voorschriften betreffende de handelsvennootschappen van toepassing op de G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen waarvan de daden geacht worden daden van koophandel te zijn. De aandelen van de G.I.W. en van haar gespecialiseerde dochtermaatschappijen zijn op naam.

(1) Zitting 1989-1990 :

Bescheiden van de Raad 111 (1989-1990) nrs. 1 tot 5.

Integraal verslag. — Openbare vergadering van 29 november 1989.

Bespreking. — Aanneming.

Artikel 23. De statuten van de G.I.W., die van haar gespecialiseerde dochtermaatschappijen, alsmede elke wijziging aan deze statuten moeten ter goedkeuring van de Waalse Gewestexecutieve voorgelegd worden.

Artikel 24. Het kapitaal van de G.I.W. wordt door het Waalse Gewest ingetekend en uitbetaald. De door het Waalse Gewest bevoegde financiële instellingen van openbaar nut mogen participaties in het kapitaal van de G.I.W. verkrijgen, in voorkomend geval in afwijking van hun organieke wetten of van hun statuten.

Het Waalse Gewest en de in het eerste lid bedoelde financiële instellingen van openbaar nut zijn de enige aandeelhouders van de G.I.W.

Artikel 25. § 1. Om de in artikel 21 beschreven opdrachten te vervullen, mogen de G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen o.a. :

- 1° deel uit maken van elke vereniging, groep of syndicaat, of er belangen opnemen;
- 2° een participatie in het kapitaal van een vennootschap verkrijgen door inbrengen, fusie, overdracht, inbrenging op aandelen bij een kapitaalverhoging of op alle andere wijze;
- 3° intekenen op obligatiehoudersleningen;
- 4° alle waarborg en zekerheid nemen en in het bijzonder het pandrecht op een handelszaak;
- 5° in het algemeen, de verrichtingen uitvoeren welke rechtstreeks of onrechtstreeks op hun opdrachten betrekking hebben of van aard zijn de verwezenlijking ervan te bevorderen.

§ 2. De G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen nemen deel aan het beheer van de ondernemingen die zij opgericht hebben of waarin zij belangen hebben krachtens artikel 21, 2° en 3°.

§ 3. Wat betreft de verrichtingen en tussenkomsten waartoe besloten wordt krachtens artikel 21, 1°, wordt het beginsel van actief beheer en vertegenwoordiging toegepast overeenkomstig hetgeen partijen daaromtrent zullen bedingen.

§ 4. De G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen mogen een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht die voor de verwezenlijking van haar doel nuttig is.

Artikel 26. De verwezenlijking van de in artikel 21, 1° of 2°, bedoelde opdrachten wordt besloten door de raden van beheer van de G.I.W. of van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen. Wanneer het om een opdracht gaat die voorzien is in artikel 21, 1°, of in artikel 21, 2°, vermelden deze beslissingen het.

Artikel 27. Wat betreft de in artikel 21, 3°, bedoelde opdrachten is de raad van beheer enkel belast met de vervulling van de opdrachten toegekend aan de G.I.W. bij decreet van de Gewestraad of bij besluit van de Executieve.

De G.I.W. kan, na de Executieve te hebben ingelicht over haar beslissing en de motieven ervan, de vervulling van een krachtens het 1e lid haar toegekende opdracht overdragen aan een van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen. Zij kan ook, op dezelfde voorwaarden, de opdrachten die zij aan een gespecialiseerde dochtervennootschap toevertrouwd zou hebben overnemen.

Het Waalse Gewest verschaft aan de G.I.W. en aan haar gespecialiseerde dochtervennootschappen de financiële middelen die nodig zijn voor de vervulling van de in artikel 21, 3°, bedoelde opdrachten en voor de dekking van de lasten die er uit voortvloeien. De operaties die door de G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen verricht werden ter uitvoering van deze opdrachten worden op onderscheiden wijze voorgesteld in hun rekeningen.

Artikel 28. In alle gevallen van tegemoetkomingen van de G.I.W. en van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen wordt meer bepaald een dubbel doeleinde nagestreeft :

- 1° het belang van de Waalse regionale economie bij toepassing van de economische politiek van het Gewest;
- 2° het toepassen van de regels van goed industrieel, financieel en commercieel beheer, alsmede het bekomen van een normale rendabiliteit.

Artikel 29. Het toezicht op de G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen verloopt als volgt :

- 1° wat betreft hun rekeningen, door één of meerdere commissarissen gekozen in het Instituut voor Bedrijfsrevisoren, en overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake naamloze vennootschappen;
- 2° wat betreft de vervulling van de krachtens artikel 21, 3° gedelegeerde opdrachten, door personen aangeduid door de Executieve en die zij kan ontslaan.

Artikel 30. De G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtermaatschappijen kunnen leningen aangaan.

Zij kunnen ook niet converteerbare leningen op naam uitgeven.

Voor deze uitgaven is de machtiging van de Waalse Gewestexecutieve vereist die er de voorwaarden van goedkeurt en er de waarborg van het Gewest aan verleent onder de door haar bepaalde voorwaarden.

De uitbetalingen die het Gewest verplicht is te doen krachtens haar waarborg, worden haar als hoofdsom terugbetaald, vermeerderd met de rente tegen dezelfde voet als de rentevoet van de gewaarborgde leningen.

De terugbetalingen verschuldigd door de G.I.W. of door haar gespecialiseerde dochtervennootschappen worden verricht door voorafnemingen op de winst van het volgend boekjaar en, zo nodig, van de daaropvolgende boekjaren.

Artikel 31. Elke naamloze vennootschap kan met instemming van de verkopende vennootschap haar eigen aandelen of winstbewijzen verkrijgen die in het bezit zijn van de G.I.W., van een gespecialiseerde dochtervennootschap ervan of van een vennootschap waarin de G.I.W. of een gespecialiseerde dochtervennootschap een participatie bezit die ten minste 50 % van het kapitaal vertegenwoordigt, onder de volgende voorwaarden :

- a) de algemene vergadering, met inachtneming van de samengestelde wetten op de handelsvennootschappen, geeft toestemming, stelt de wijze en de voorwaarden vast waarop de verkrijging plaats zal vinden of draagt deze vaststelling van de wijze en de voorwaarden over aan de raad van bestuur, met dien verstande dat de verkopende vennootschap met betrekking tot deze verkrijging niet stemgerechtigd is;
- b) de bedragen bestemd voor de verkrijging zijn vatbaar voor uitkering aan de aandeelhouders;
- c) alleen volgestorte aandelen komen in aanmerking voor verkrijging;
- d) de aandelen of winstbewijzen zijn in het bezit van de verkopende vennootschap door erop ingetekend te hebben ter gelegenheid van hun uitgifte;
- e) de nominale waarde of bij gebreke daarvan de fractiewaarde van de verkregen aandelen met inbegrip van de eventueel eerder verkregen aandelen die de vennootschap in portefeuille houdt en aandelen die door een persoon in eigen naam, maar voor rekening van de vennootschap zijn verkregen, mag niet meer dan 10 % van het geplaatste kapitaal bedragen.

In afwijking van artikel 52bis, § 2 en § 3, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zijn de bij toepassing van het 1e lid verkregen aandelen of winstbewijzen van rechtswege nietig. De raad van beheer vernietigt de nietige titels krachtens deze bepaling en legt er de lijst van neer bij de griffie van de rechtbank van koophandel.

Artikel 32. De G.I.W. en elk van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen kunnen alleen een naamloze vennootschap oprichten en als oprichter intekenen op de totaliteit der aandelen van deze vennootschap. In afwijking van artikel 104bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, kunnen zij evenzo, in hetzelfde geval, via intekening of verwerving, al de aandelen aanhouden van een naamloze vennootschap die blijft voortbestaan gedurende een periode die groter is dan één jaar zonder beschouwd te worden als borg hoofdelijk verbonden met alle obligaties van de vennootschap die ontstaan zijn na het verkrijgen van alle aandelen in hun handen.

De G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen die de enige aandeelhouder zijn van de in het vorig lid bedoelde vennootschappen blijven het voorrecht van vermogensscheiding genieten.

Zolang de G.I.W. of haar gespecialiseerde dochtervennootschappen er de enige aandeelhouder van zijn :

- a) zijn de aandelen van de vennootschap op naam;
- b) oefent de raad van beheer van de G.I.W. of van de betrokken gespecialiseerde dochtervennootschap de bevoegdheden uit van de algemene vergadering van de vennootschap; zijn de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen met betrekking tot de aanwezigheids- en stemmingsquorums van de algemene vergadering van toepassing op de beraadslagingen van de raad ter zake;
- c) worden de oproepingen, documenten en verslagen die, krachtens de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, voor de aandeelhouders zijn bestemd met het oog op de beraadslagingen van de algemene vergadering, binnen de termijn die door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is bepaald voor het versturen, het mededelen of het neerleggen ervan, tegelijkertijd voorgelegd aan de Waalse Gewestexecutieve en aan de raad van beheer. Deze oproepingen, documenten en verslagen worden neergelegd bij de griffie van de rechtbank van koophandel van de zetel van de vennootschap, waar elke belanghebbende er kennis van zal kunnen nemen. De resoluties van de raad van beheer krachtens punt b van dit paragraaf worden op dezelfde manier verstuurd en neergelegd.

Artikel 33. Zonder andere vormen van medewerking uit te sluiten, bepalen de statuten van de vennootschappen waarvan de G.I.W. door toepassing van artikel 21, 2^o, ten minste 50 % van het kapitaal of van het maatschappelijk fonds bezit, de modaliteiten volgens welke de werknemers betrokken worden bij het bepalen van de doelstellingen van deze vennootschappen en bij het toezicht op het verwezenlijken van die doelstellingen, de manier waarop de informatie wordt verstrekt die een dergelijke betrokkenheid impliceert en het regime van de functie der personen die eraan deelnemen.

Artikel 34. Artikel 76 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is niet van toepassing op :

- 1^o het stemrecht dat verbonden is aan de kapitaal aandelen welke door de G.I.W. of haar gespecialiseerde dochtervennootschappen worden aangehouden door toepassing van artikel 21, 2^o of 3^o, van dit decreet;

- 2^o het stemrecht dat verbonden is aan de kapitaal aandelen van de G.I.W. of haar gespecialiseerde dochtervennootschappen.

Artikel 35. Gedurende de hele periode waarin zij, door toepassing van artikel 21, 1^o, een participatie in een vennootschap heeft mag de G.I.W. of haar gespecialiseerde dochtermaatschappijen van deze vennootschap alle inlichtingen eisen. Zij mag ter plaatse kennis nemen van de boeken, correspondentie, notulen en in het algemeen van alle geschriften van deze vennootschap.

Artikel 36. Ongeacht de verplichtingen hun door de wet of door het decreet opgelegd en met uitzondering van de gevallen waarin zij voor het gerecht moeten getuigen, mogen de voorzitter, de ondervoorzitters, de beheerders, de commissarissen en het personeel van de G.I.W. of van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen geen enkele ruchtbaarheid geven aan de inlichtingen of feiten waarvan zij uit hoofde van hun functies kennis hebben gekregen.

Art. 37. § 1. Worden gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een boete van 50 frank tot 1 000 frank of enkel met één van deze straffen degene die tegen de bepalingen van artikel 35 handelen, degene die inlichtingen wijgeren te geven waartoe zij gehouden zijn krachtens dat artikel, degene die bewust onjuiste of onvolledige inlichtingen geven of degene die de verbintenissen aangegaan met de G.I.W. of haar gespecialiseerde filialen niet naleeft.

§ 2. Elke overtreding van artikel 36 van dit decreet wordt gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 6 maanden en met een boete van 100 frank tot 500 frank.

Artikel 38. Het Bestuur der registratie en domeinen is bevoegd om de authenticiteit te verlenen aan alle handelingen betreffende de organisatie, alsmede de inwendige administratie van de G.I.W. en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen.

Artikel 39. Mogen enkel beheerders van de G.I.W. of van haar gespecialiseerde dochtermaatschappijen zijn de personen die geen functie uitoefenen die onverenigbaar verklaart is door een besluit van de Waalse Gewestexecutieve.

Bovendien bepaalt de Executieve de voorwaarden voor het waarnemen van het ambt van beheerder van de G.I.W. of van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen.

Artikel 40. De ontbinding van de G.I.W. en van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen opgericht of georganiseerd bij decreet mag niet worden uitgesproken dan krachtens een decreet dat de wijze en de voorwaarden van de vereffening zal regelen.

Artikel 41. De G.I.W. dient ieder jaar bij de Waalse Gewestexecutieve een verslag in over de door haarzelf en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen verrichte handelingen in het kader van de drie opdrachten bedoeld in artikel 21.

Niettegenstaande elke andersluidende beschikking van dit decreet kan de Waalse Gewestexecutieve daarenboven haar op elk ogenblik over deze opdrachten ondervragen.

De Waalse Gewestexecutieve dient elk jaar bij de Waalse Gewestraad een verslag in over de toepassing van dit hoofdstuk. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 7 december 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

F 90 — 346

**23 NOVEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif à l'octroi de subventions pour la mise en valeur de fontaines**

L'Exécutif régional wallon

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 4;

Vu le décret du 16 décembre 1988 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1989 — Partie Ministère de la Région wallonne, titre Ier de la section 44, articles 30.01 et 40.01;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 21 novembre 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence;

Considérant qu'au vu du nombre de dossiers de demandes de subventions, pour mise en valeur de fontaines, déjà introduits, il importe de procéder sans tarder aux engagements budgétaires nécessaires,

Arrête :

Article 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre qui a les Monuments et les Sites dans ses attributions peut accorder une subvention forfaitaire de 100 000 F pour toute mise en valeur de fontaines. La subvention ne peut couvrir que les dépenses égales ou supérieures à ce forfait.

Par mise en valeur, on entend notamment toute action de promotion, illustration, publicité et animation, par quelque moyen que ce soit, ou tous actes et travaux d'entretien, réparation, restauration (en ce compris la réalimentation en eau) et aménagement, en rapport avec la fontaine ou ses abords immédiats.

Par fontaine, on entend tous puits, pompes, sources et fontaines. Les lavoirs et abreuvoirs sont pris en considération lorsqu'ils constituent les accessoires d'une fontaine ou forment un ensemble indissociable de celle-ci.

La subvention n'est pas accordée pour la création d'une fontaine.

Art. 2. Après avis de la commission visée à l'article 3, la subvention peut être accordée à toute personne, physique ou morale, de droit privé ou de droit public, sur base d'un dossier de mise en valeur comprenant les documents suivants :

a) un plan de localisation de la fontaine, indiquant notamment si elle est accessible à tous ou largement visible du domaine public;

b) une description sommaire de la fontaine, accompagnée de deux prises de vues différentes;

c) l'indication des actions de promotion ou des actes et travaux en rapport avec la mise en valeur de la fontaine;